



**Plate-forme européenne de dialogue
sur les initiatives éthiques et solidaires**

Strasbourg, 23 et 24 mai 2005

**Tableaux synthétiques des partenariats
entre pouvoirs publics et initiatives citoyennes**

Document du Secrétariat

Tableaux synthétiques des partenariats entre pouvoirs publics et initiatives citoyennes

Les divers exemples d'actions concrètes recueillis et publiés¹ illustrent le rôle clé du dialogue entre les initiatives citoyennes et les pouvoirs publics pour la réussite des actions entreprises. Souvent indispensable à leur réalisation, ce dialogue augmente leur visibilité et multiplie leur impact au-delà de celui d'une action isolée. Il permet également une meilleure réalisation des objectifs des politiques publiques, notamment les politiques sociales, environnementales et de solidarité mondiale et est porteur de nouvelles formes de démocratie par le partage des connaissances, la concertation et la co-responsabilité.

Cet intérêt mutuel conduit à une certaine montée en puissance du partenariat au fur et à mesure de l'avancée des actions engagées :

- 1- Il trouve souvent sa source dans **la recherche du dialogue et de complémentarités** ou symbioses qui peuvent apparaître entre actions citoyennes et publiques autour d'un même objectif, comme par exemple l'insertion des chômeurs où les approches publiques plus normatives et citoyennes souvent orientées vers l'accompagnement personnalisé sont clairement complémentaires. La recherche du dialogue se retrouve aussi dans les actions citoyennes qui visent à infléchir certaines politiques publiques dans un sens d'une meilleure reconnaissance du rôle de certaines structures de la société civile (voir l'exemple des coopératives sociales en Italie) ou de plus grande transparence (exemple du Centre National d'Information indépendante sur les Déchets ou celui du Comité contre l'esclavage moderne en France).
- 2- A un stade plus avancé les initiatives citoyennes bénéficient de **la reconnaissance et de l'appui des pouvoirs publics** que ce soit en termes légal ou financier, ouvrant des perspectives de changement d'échelles, de viabilisation et permettant aux actions engagées de gagner une plus grande légitimité. De multiples exemples illustrent cette forme de partenariat qui est la plus courante.
- 3- Un pas de plus apparaît dans le partenariat quand **pouvoirs publics et citoyens se retrouvent autour d'actions communes**, que celles-ci soient ponctuelles (par exemple des semaines de promotion comme à Dortmund en Allemagne) ou qu'elles s'inscrivent dans le temps. Elle peut dans certains cas avoir un caractère innovateur et expérimental, ouvrant des perspectives d'apprentissage partagé (voir l'exemple de LEALILLE en France ou Cambieresti à Venise)
- 4- Finalement le rapprochement entre pouvoirs publics et citoyens se traduit par **la mise en place de cadre d'action concertée dans le long terme**. L'agenda 21 ou les divers programmes de coopération décentralisée (comme entre Nantes et Recife ou entre le Luxembourg et le Cap Vert) en sont des exemples. Dans certains cas comme à Rome une table de concertation permanente permet de systématiser l'approche partenariale et de co-responsabilité. Ce rapprochement entre pouvoirs publics et citoyens se traduit également par l'intégration par les pouvoirs publics des préoccupations citoyennes dans les règles publiques de fonctionnement des marchés, notamment quand des règles éthiques et solidaires sont introduites dans les marchés publics (de multiples exemples existent surtout au niveau local dans tous les pays d'Europe) ou que des labels officiels sont mis en place comme le label social belge.

Ci suivent quatre tableaux (un pour chacun des types) systématisant ces différentes avancées du partenariat à partir des divers exemples recueillis.

¹ Publications réalisées en co-édition avec le Conseil de l'Europe dans les revues *Alternatives Economiques* en France et *Altreconomia* en Italie

1- Recherche du dialogue et des complémentarités

Type de partenariat	Exemples dans les fiches	Plus-value du partenariat	Éléments moteurs/facilitateurs du partenariat
a- Initiatives citoyennes visant à influencer les politiques publiques (action en amont du partenariat)			
Contre-expertises indépendantes	- CNIID (France) p.89	Affinement des politiques publiques	
Lobbying pour de nouvelles lois	- Réseau Financement Alternatif (Belgique) p.43 - Comité contre l'esclavage moderne (France) p.110	Réponses politiques et législatives à des problèmes d'intérêt général peu pris en compte	
Lutte pour une meilleure prise en compte dans les politiques publiques : - du droit des minorités - de l'égalité des chances	- Romeurope (plusieurs pays européens) p. 111 - Réseau AVEC (France) p.33	Meilleure gouvernance par les institutions publiques	
Lutte pour l'éthique et contre la corruption dans la gestion des fonds publics	Fondation Integra (Slovaquie, Roumanie, Croatie, Bulgarie, Russie et Serbie) p. 48		
Interpellation des pouvoirs publics sur les pratiques institutionnelles	Institute of Race Relations (Royaume Uni) p.119		
Formation des élus	Isomi (Slovaquie) p. 118		
Lutte pour une meilleure reconnaissance des initiatives citoyennes	Niok (Hongrie) p.118	Meilleure reconnaissance de l'utilité sociétale des initiatives citoyennes	
b- Symbioses (associations réciproquement profitables entre services publics et actions citoyennes)			
Symbiose entre insertion sociale et traitement des déchets	- Emmaüs (France, Espagne) p.34 - Rusz à Vienne p. 29	Viabilise une action sociale en contribuant à solutionner un problème écologique et/ou se conformer à une législation	Intérêt objectif immédiat de chacune des deux parties
c- Complémentarités entre actions publiques et privées			
Complémentarité des actions pour un groupe vulnérable	a) Chômeurs - Boutiques Club emploi (France) p.32 - Impuls (Suisse) p.36 b) Criminalité et prisonniers - ARPEGE (Belgique) p.30 - CRED (Roumanie) p.30 c) Personnes âgées - Alagadom à Limoges (France) p. 100	Meilleure insertion grâce à la complémentarité entre politique publique (traitement normatif) et actions citoyennes d'accompagnement personnalisé	Processus d'apprentissage permettant de découvrir et savoir mettre en valeur les complémentarités
		Complémentarité entre insertion des personnes âgées par le logement social (Etat) et par des activités spécifiques (associations)	
Complémentarité pour la création de nouveaux métiers et postes de travail	- Formeville à Bruxelles (Belgique) p.97	Les pouvoirs publics créent des postes de travail pour de nouveaux métiers porteurs de cohésion sociale et les associations assurent la formation dans ces métiers	Action possible grâce à un financement complémentaire européen

2- Reconnaissance et appuis des pouvoirs publics aux initiatives citoyennes

Type de partenariat	Exemples dans les fiches	Plus-value du partenariat	Éléments moteurs/ facilitateurs du partenariat
a- Appuis publics au démarrage et au développement des actions citoyennes			
Lois et cadres légaux et/ou fiscaux pour faciliter l'expression des initiatives citoyennes	- coopératives sociales (Italie) - Societades laborales (Espagne) p.64 - Loi de l'épargne salariale (France)	Effets leviers : démultiplie les actions citoyennes	Cadres légaux/fiscaux souvent mis en place suite à des initiatives citoyennes déjà existantes qui ont fait pression dans ce sens
Appui à la promotion	- Portail de l'achat solidaire local à Grenoble (France) - livre de recettes de Spietz (Suisse)	Les actions citoyennes gagnent en légitimité	Reconnaissance par les pouvoirs publics de l'utilité sociale et sociétale des initiatives citoyennes
Faciliter l'accès aux marchés publics	Compra Social (Catalogne – Espagne)	Assure la viabilité des actions citoyennes	
Mise à disposition de moyens pour lancer une expérience pilote	- La ferme « Centifiori » de Modena (Italie) p.35 - Auberge de jeunesse écologique (Munich) p.81 - Atmosfair (Allemagne) p.82 - Symbioses industrielles (Danemark) p.84 - Banque du temps (Espagne, Italie) p. 50 et 51		
Extension d'une action pilote réussie : - lui donner une autre dimension - appui à l'essaiimage	- Ropa amiga (Catalogne – Espagne) p. 31 - Projet Reciproco (Portugal) p. 87	Changement d'échelles	
Appui à la mise en réseau	- Appui au réseau des AMAP (Région PACA, France) p.87 - Label « Viabono » (Allemagne) p. 83	Permet de dépasser une situation de démarrage jusqu'à l'autofinancement	
Appui à la mise en place d'une filière	Filière du coton équitable (France) p.66		
b- Appuis publics à des services privés d'intérêt public			
Services d'appui à l'insertion des immigrés, minorités et/ou femmes	- Immigranten ann Zet ! à Amsterdam (Pays Bas) p.101 - Centre Bruxellois d'action multiculturelle (Belgique) p.109 - Femmes inter associations (France) p. 112	Réponse plus effective à chaque problème spécifique concerné	Reconnaissance par les pouvoirs publics de l'efficacité des initiatives citoyennes dans le domaine considéré
Services de (micro) crédit aux exclus	- ADIE (France) p.45 - Charity Bank (UK) p. 49		
Services de crédit aux organisations citoyennes	- Convention entre les coopératives sociales et la région Vénétie (Italie) p.46 - Soutien aux organismes paroissiaux en Vénétie (Italie) p. 47		
Agences privées d'appui aux initiatives citoyennes	- Best à Berlin (Allemagne) p. 95		

c- Appuis publics à des actions citoyennes concertées sur un territoire			
Concertation des actions	- Plateforme des associations Quartier de la Mina à Sant Adrià de Besos (Espagne) p.98 - Espace projets inter associatifs à Vaulx-en-Velin (France) p.99	Connaissance mutuelle et meilleure coordination des actions	Reconnaissance par les pouvoirs publics de leur rôle de facilitateur des initiatives citoyennes
Mise en commun des informations	Pagine Arcobaleno à Bologne (Italie) p. 75		

3- Actions communes des pouvoirs publics et des citoyens

Type de partenariat	Exemples dans les fiches	Plus-value du partenariat	Éléments moteurs/facilitateurs du partenariat
a- Actions communes de promotion de l'éthique et de la solidarité			
Événements organisés en partenariat ou actions de sensibilisation communes	<ul style="list-style-type: none"> - Semaine du commerce équitable à Dortmund (Allemagne) p.61 - Noël verts (Andalousie) p.65 - Fa la Cosa Giusta à Milan (Italie) p. 72 - Okomarkt à Saint-Gall (Suisse) p. 77 - MicroKyoto à Bologne (Italie) p 90 - The world of NGOs - campagnes (Autriche) p. 108 	Promotion conjointe de différentes formes d'engagement citoyen dans l'économie	Les espaces de concertation tels que les agendas 21 jouent souvent un rôle déterminant
Mise en place de circuits spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Points de vente du café équitable dans la Ruhr (Allemagne) p.58 - Bus équitable à Berlin p.58 - Val Siccomonte (Italie) p. 90 		
Education	<ul style="list-style-type: none"> - CTM Altromercato restauration solidaire à Gènes (Italie) p. 71 		
Promotion de formes d'engagement citoyen	<ul style="list-style-type: none"> - Global Action Plan (Pays Basque, Espagne) p.85 - Pacte Andalou pour la bicyclette (Espagne) p.86 - Redecole (Grand Couronne, France) p.86 		
Lancement d'un outil commun	<ul style="list-style-type: none"> - La carte éco-plus de Heidelberg (Allemagne) p.57 - Monnaie locale Eco Aspromonte (Italie) p. 72 - Guide de la consommation durable à Sesto San Giovanni (Italie) p. 74 - Points d'info à Berne (Suisse) p. 102 		
Action conjointe pour promouvoir la RSE	Région de Toscane (Italie) p.76	Actions impossibles sans approche conjointe entre pouvoirs publics et citoyens	
b- Actions communes spécifiques			
Fonds éthiques et solidaires et services de micro crédit en partenariat public-privé	<ul style="list-style-type: none"> - Oikocrédit et ville de Neuss (Allemagne) p.41 - Un sol mon (Espagne) p.44 - Caisse solidaire Nord- Pas de Calais (France) p.45 - Banca Etica (Italie) p. 46 	Lutte contre l'exclusion sociale, création d'emplois, développement local	Dialogue entre pouvoirs publics et initiatives citoyennes autour de problèmes spécifiques pour la recherche de solutions à ces problèmes
Action conjointe pour l'insertion sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Prêts pour l'accession à la propriété à Carpi (Italie) p.48 - Websourd Toulouse étendu à d'autres villes (France) p.115 	Viabilisation d'une action d'insertion Non discrimination des personnes handicapées	
Action concertée pour un service public	Tri sélectif des ordures ménagères (par ex à Saint-Denis, France) p.67	Actions impossibles sans approche conjointe entre pouvoirs publics et citoyens	
Actions conjointes pour la réhabilitation d'espaces de vie	- Ecole Erika –Mann à Berlin (Allemagne) p.96		
Actions expérimentales conjointes	LEALille (France) p.70 Cambieresti à Venise (Italie) p.73	Apprentissage partagé	

4- Mise en place de cadres d'action concertée dans le long terme

Type de partenariat	Exemples dans les fiches	Plus-value du partenariat	Éléments moteurs/ facilitateurs du partenariat
a- Éléments facilitateurs de la concertation et de la participation citoyenne			
Interface pour faciliter le partenariat entre pouvoirs publics et citoyens	- Patrimoine Sans Frontières (France) p.127 - Association Habitat et Participation (Belgique) p.97 - Birch à Schaffausen (Suisse) p. 102 - Fondation Solidarité (Belgique) p. 109	Dynamisation du dialogue entre pouvoirs publics et citoyens	Existence de porteurs de ces initiatives et intérêt qu'elles suscitent
Espaces d'information	- Guichets Stifinfo à Venise (Italie) p.73 - Plate-forme pour les investissements responsables (Autriche) p. 42 - Observatoire des entreprises transnationales à Cordoue (Espagne) p.65	Transparence et partage de l'information sur la réalité socio-économique	
Espaces d'échanges et d'information partagée	- Place publique locale (France) p.113	Coproduction d'une connaissance de la réalité locale	
Ouverture d'espaces de participation citoyenne à la vie publique	Quartiers du Monde pour les jeunes (France) p. 114	Démocratie participative	
b- Pérennisation des cadres de concertation			
Partenariats publics privés avec une fonction d'animation et de coordination	- Mous à Stains (France) p.100 - Spiez Aktiv (Suisse) p.77	Dynamisation et continuité du partenariat	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une volonté partagée - Rôle déclencheur de certains programmes spécifiques - Rôle clé, selon les cas, des pouvoirs publics (exemple : Rome) ou des initiatives citoyennes (exemple : pôle des fondations contre les discriminations)
Espaces de concertation permanents	Table de concertation de Rome (Italie) p.74	Charte commune, actions communes continues, développement de synergies entre les acteurs	
Cadre de coopération entre territoires (co-opération décentralisée)	- Luxembourg – Cap Vert p.128 - Nantes-Recife p.126 - Grenoble p.69	Développement des liens de solidarité nord-sud	
Engagements partagés pour la gestion d'un territoire	- Espace MontBlanc (France, Italie et Suisse) p.88	Gestion participative cohérente et durable de l'espace	
Réseaux européens de partenariats publics-privés pour une politique publique	- Pôle des fondations contre les discriminations (France, Italie, Espagne, Belgique) p.117	Collecte et diffusion de bonnes pratiques sur la politique publique concernée	
c- Intégration des préoccupations citoyennes dans les règles publiques de fonctionnement des marchés			
Règles éthiques et solidaires dans les marchés publics	- Ville de Munich (Allemagne) p.59 - Ville de Saint-Denis (France) p.67 - Ville de Ferrara (Italie) p.71 - Catalogne (Espagne) p.63 - etc.	Meilleure intégration des externalités sociales et environnementales dans les prix	<ul style="list-style-type: none"> - Convergence sur les valeurs - Volonté politique partagée
Règles générales de fonctionnement des marchés	- Charte de protection des OGM (20 régions européennes) p.88		
Labels officiels	- Label social (Belgique) p.62 - Label Viabono (Allemagne) p. 83 - Ecolabel (UE, France, etc.) p.83 - Ecolabel financier (Autriche) p.42	Plus grande transparence dans les externalités sociales non incluses dans les prix	

